Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 9 (1999)

Vorwort: Pourquoi une "société de la mesure"?
Autor: Barblan, Paolo

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POURQUOI UNE "SOCIÉTÉ DE LA MESURE"?

Paolo Barblan

De la globalisation et du développement durable à la "mesure"

Le colloque du Forum Helveticum (FH) "Vers une société de la mesure" du 23 octobre 1998 avait comme points de départ d'une part les répercussions toujours plus importantes, ressenties comme positives ou négatives, de la globalisation sur la société, et d'autre part l'engagement accru de la politique et de l'économie dans le domaine du développement durable. Le colloque poursuivait principalement deux buts:

1. Susciter le débat sur les thèmes de la globalisation et du développement durable et sur leurs répercussions dans les domaines politique, économique et social.

2. Sur la base de projets, études ou activités prévus ou déjà existants, promouvoir la discussion sur des possibilités concrètes d'oeuvrer dans le sens d'une "société de la mesure" dans ces mêmes domaines politique, économique et social.

La définition du développement durable donnée par la Commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement en 1987 – "Le développement durable satisfait les besoins des générations présentes sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire leurs propres besoins" – a été reprise plusieurs fois dans cette publication. Même si les documents issus de la Conférence de Rio de 1992 incluent la dimension sociale dans les conditions nécessaires à l'aboutissement du développement durable, ce dernier reste fortement lié aux questions environnementales, aussi bien dans la perception qu'en a le grand public qu'au niveau de ses applications actuelles. C'est pourquoi nous avons expressément consacré une partie du colloque aux questions liées au domaine social.

Nous avons opté pour le concept de "mesure" comme fil rouge des débats pour trois raisons. Premièrement, ce concept accompagne et sous-tend parfaitement l'idée de développement durable, comme cela ressort de plusieurs textes de la partie III. Deuxièmement, il est associé de manière moins directe aux problématiques de l'environnement que le concept de développement durable et s'applique tout aussi idéalement aux questions liées au domaine social; ceci explique en partie pourquoi le terme de mesure revient plus souvent dans les textes et dans les titres portant sur le social (partie IV). Troisièmement, le concept de mesure reste ouvert à d'autres interprétations encore et permet d'élargir le débat à d'autres domaines de la société et de l'activité humaine.

Trois pistes pour la "mesure"

Dans les débats et dans les textes présentés ici, le concept de mesure a parfois été repris comme tel, alors que dans d'autres cas il est implicitement contenu dans les réflexions sur la globalisation et le développement durable. Il a été associé principalement à trois idées.

a. A l'idée de modération. Dans ce sens, le concept de mesure renvoie directement au développement durable, qui suppose une exploitation modérée et contrôlée des ressources de la planète, par opposition à la démesure de leur utilisation incontrôlée et irresponsable. Mais la mesure ainsi comprise renvoie aussi aux critiques portées à la démesure de systèmes économiques ou politiques hypertrophiés ou unidimensionnels, qu'il s'agisse de la planification d'état à outrance ou du libéralisme sauvage. On retiendra entre autre dans ce contexte que la globalisation des marchés ne gagne pas être diabolisée, pas plus que l'idée de développement durable ne constitue la panacée aux problèmes posés mais un des moyens de faire face à la démesure de certaines activités humaines. Le caractère incongru des discours polarisés est stigmatisé par le rappel d'Anne Petitpierre que le développement durable est lui-même un principe de globalisation, puisqu'il suppose une approche mondiale des problèmes.

b. A l'idée d'équilibre. Dans ce sens, le concept de mesure renvoie aussi bien à l'équilibre naturel qu'à l'équilibre dans le domaine social, par opposition à la démesure constituée par les disparités sociales et par l'exclusion. Dans les débats portant sur le social, le terme de développement durable a parfois cédé la place aux termes de solidarité ou d'éthique, plus proches de certaines réflexions spécifiques à ce domaine et d'un certain nombre d'activités déjà réalisées sur le terrain. Aux approches s'attachant aux problèmes de l'Etat social en Suisse et aux possibilités de l'économie d'intégrer davantage de critères sociaux, voire éthiques, dans la gestion d'entreprise, font écho celles qui explorent les champs d'action de la société civile et de l'individu pour pallier la démesure des injustices sociales.

c. A l'idée d'étalon: le concept de mesure renvoie alors, dans le contexte du colloque, à la capacité d'un individu, et par extension d'un système, de se comparer, de se mesurer, aux systèmes de valeur de l'Autre. Il s'oppose à la démesure de l'homme unidimensionnel, à celle de l'exclusion et de la pensée unique dans les domaines politique et économique; elle s'érige également en critique de la démesure de l'individualisme galopant, souvent stigmatisé dans notre société de consommation. Herbert Amman nous en donne un exemple frappant, en décrivant un projet, dans lequel des cadres de l'industrie et d'associations d'utilité publique prennent la mesure de l'Autre, en échangeant leurs places de travail respectives.

Nous n'avons bien entendu pas inventé le concept de mesure lié au contexte évoqué ici mais avons essayé d'éclairer son actualité et de le mettre en perspective par rapport aux deux autres thèmes très actuels que sont la globalisation et le développement durable. Signalons, pour prendre deux exemples d'actualité, que le terme a été adopté pour un projet d'une "culture de la mesure" en phase de réalisation en Suisse, présenté dans le texte de Hans Schoch, et que ce même terme constitue le concept central d'un ouvrage de Christoph Stückelberger, résumé dans la présente publication. L'auteur, spécialisé dans les "éthiques de la mesure", nous apprend entre autre que l'intérêt retrouvé pour le concept de mesure s'adapte parfaitement à la situation planétaire que nous vivons actuellement, puisqu'il revient régulièrement lors de périodes historiques marquées par des poussées d'expansion (démesurée) de type politique, économique ou religieux.

Le titre du colloque du FH avait un caractère programmatique, ouvert à toutes les interprétations, aussi à celles allant au-delà des termes centraux de globalisation d'une part et de développement durable d'autre part, dans ses deux composantes environnementale et sociale. Les participants du colloque et les auteurs invités à collaborer à cette publication ont accueilli avec beaucoup d'engagement l'invitation à s'exprimer de manière critique sur ce sujet, conçu comme une hypothèse de travail.

Collaboration entre économie, politique et société civile

Les thèmes liés à la globalisation, au développement durable et même à la mesure ont été et sont encore abordés par de nombreux spécialistes de domaines très variés. Avec ses 62 organisations-membres représentant les différentes facettes de la société suisse, le FH opère comme un généraliste, allant par sa nature-même au-delà d'une discussion pour spécialistes d'un secteur donné. Sa fonction est ainsi de jeter des passerelles entre représentants de différents domaines, dont ceux liés à l'économie, à la politique et à la société civile ont été particulièrement sollicités lors du colloque et dans cette publication. Afin d'élargir encore la discussion et les possibilités de dialogue, des experts d'organisations extérieures au FH, ainsi que des administrations fédérales et cantonales, ont été invités à se joindre au débat.

Les efforts croissants de l'économie et de la politique dans le domaine du développement durable sont connus, le rôle qu'elles ont à jouer dans le domaine social également. La société civile, dans une acception large du terme, se signale depuis longtemps déjà par une action permanente, souvent basée sur le volontariat, aussi bien dans les domaines écologique que social. Elle répond ainsi, en les anticipant parfois, aux propositions de l'Agenda 21 ratifié au Sommet de Rio de 1992, qui souligne l'importance de l'action de la société civile et des organisations non-gouvernementales pour la promotion du développement durable. Si certaines convergences entre ces trois domaines – économie, politique, société civile – ont été mises

en lumière lors du colloque, plusieurs auteurs de la publication regrettent qu'elles restent ponctuelles et souhaitent une intensification du dialogue et une collaboration plus étroite dans la réalisation de projets.

Cette publication offre au lecteur un état des lieux aux multiples facettes et un certain nombre d'esquisses de réponses aux problèmes posés. La multitude de points de vue et le caractère fragmentaire du débat s'expliquent de deux manières: d'une part, ils reflètent de manière assez fidèle – comme une sorte d'instantané – la situation embrouillée dans le domaine de la thématique abordée, entre projets réalisés ou éternellement en chantier, entre espoirs déçus et nouveaux élans, entre doutes et certitudes, entre mobilisation et désintérêt de la population, entre actions individuelles et tentatives de collaboration et de coordination à différents niveaux; d'autre part, si nous avons essayé d'élargir le débat à tous les domaines concernés, nous ne prétendons nullement avoir fait un tour exhaustif des objets en discussion.

La diversité se manifeste aussi dans les visées poursuivies par les différents auteurs: si certains textes proposent une réflexion de fond sur la thématique, d'autres présentent des projets ponctuels concrets. C'est la raison pour laquelle nous avons indiqué les possibilités de contact avec les responsables de ces projets; nous espérons contribuer par là, même modestement, à cette collaboration souhaitée entres les personnes et les institutions travaillant dans le sens du développement durable et d'une société de la mesure.